

RDC : le camp Kabila rafle la majorité absolue aux législatives

@rib News, 02/02/2011 â€“ Source AFPLe parti du président Joseph Kabila et ses alliés ou proches ont obtenu la majorité absolue aux élections législatives du 28 novembre en République démocratique du Congo (RDC), selon les résultats annoncés dans la nuit de mercredi à jeudi par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Selon les résultats provisoires de la CENI, le camp présidentiel obtient autour de 260 sièges sur les 500 que compte l'Assemblée nationale, et l'opposition autour de 110. La CENI n'a pas donné le taux de participation.

Il manque les résultats de sept circonscriptions - soit 17 sièges - pour lesquelles la CENI a demandé l'annulation du scrutin notamment à la suite de violences lors du vote. Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) du président Kabila est en tête avec 62 sièges, contre 111 lors des législatives de 2006. En deuxième position arrive le parti de l'opposant Etienne Tshisekedi, l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS), avec 41 sièges. L'UDPS avait boycotté les élections de 2006 et devient la première force d'opposition. M. Tshisekedi s'est autoproclamé « président élu » après avoir rejeté les résultats de la présidentielle - couplée aux législatives - le vote et la compilation des résultats entachés d'irrégularités, également constatées par des observateurs nationaux et internationaux, ainsi que l'Eglise catholique. Classé deuxième derrière le président sortant Joseph Kabila, M. Tshisekedi a considéré comme « nulles » les législatives, qui comptaient 18.865 candidats. Les députés UDPS ne devraient donc pas siéger à l'Assemblée, mais « s'il y a une position contraire, nous allons la donner », a déclaré le secrétaire national du parti, Serge Mayamba, élu à Kinshasa. Dans la capitale, l'UDPS obtient cinq sièges, le PPRD quatre. A la présidentielle, M. Tshisekedi a recueilli 64% des suffrages, contre 30% pour M. Kabila. Parmi les partis alliés du président élu, une dizaine a obtenu entre dix et trente sièges, avec en tête le Parti du Peuple pour la Paix et la Démocratie (PPPD, 29 élus), une formation de la majorité créée la veille du double scrutin. Une dizaine d'autres ont recueilli autour de cinq sièges. Côté opposition, deux partis seulement se détachent derrière l'UDPS : le Mouvement de Libération du Congo (MLC, de l'ex-vice-président Jean-Pierre Bemba, 22 sièges), et l'Union pour la Nation congolaise (UNC, seize élus), créée en 2010 par Vital Kamerhe, ex-président de l'Assemblée nationale devenu opposant après avoir été un proche de M. Kabila. Le MLC était le principal mouvement d'opposition en 2006, avec 64 députés. Une centaine de partis seront représentés à l'Assemblée, dont la plupart avec seulement un ou deux sièges. Près d'une cinquantaine de femmes ont été élues, dont Jaynet Kabila, la soeur jumelle du chef de l'Etat, candidate « indépendante » à Kalima dans la province du Katanga (Sud-Est), un fief de M. Kabila. C'est aussi au Katanga qu'a été élu le frère cadet du président, Zoka Kabila, sous les couleurs du PPRD. La CENI avait reporté à plusieurs reprises l'annonce des résultats après la multiplication des critiques sur le processus de compilation et des contestations de candidats. Elle a demandé à la Cour suprême de Justice (CSJ) - qui proclamera les résultats définitifs d'ici deux mois après l'examen des recours - l'annulation du scrutin dans sept des 169 circonscriptions à cause de violences ou incidents lors du vote, et des poursuites judiciaires pour quinze candidats - dont certains ont été déclarés élus-, accusés de violences, et une trentaine d'agents électoraux, soupçonnés notamment de « corruption ». A la suite des critiques, la CENI a indiqué qu'une évaluation du processus électoral sera faite fin février, avant l'annonce d'un nouveau calendrier pour la suite du cycle d'élections (provinciales, sénatoriales, locales), initialement prévu pour se terminer en juin 2013. Avant la publication des derniers résultats, le président de la CENI, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, a lancé des mises en garde à l'égard des témoins présents dans les bureaux lors du vote, qui selon lui, ont donné des faux résultats à leurs candidats. « Les témoins ont plus menti qu'aide les candidats. Ils ont communiqué de faux rapports aux candidats, désorientant ainsi ces derniers en vue de s'attirer leur sympathie. Certains témoins ont même créé leurs propres fiches de résultats », a-t-il pour expliquer les différences existant entre certaines données recueillies à l'issue du vote et les résultats publiés par la CENI.